



Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CSA-SD de la Marne - 3 avril 2026

Madame la Directrice Académique, Mesdames les Inspectrices, Messieurs les Inspecteurs, Mesdames et Messieurs les personnels administratifs, cher.es collègues,

Les mesures de carte scolaire présentées aujourd'hui sont toujours très attendues par les équipes, et auront des conséquences concrètes et immédiates sur le fonctionnement des écoles de notre département, ainsi que sur le moral de nos collègues. Ils vont se projeter sur la prochaine rentrée, tout en poursuivant celle en cours.

L'école publique laïque fait encore les frais d'une priorisation gouvernementale autre que celle des services publics et fort éloignée de toute cohésion sociale. Les personnels qui font tourner cette Ecole vont préparer leur rentrée avec des moyens bien en-deçà des besoins. Nous répétons que celle-ci n'a jamais autant été aussi périlleusement budgétisée, et participe à entretenir **un climat scolaire morose et sous haute tension.**

L'UNSA Education dénonce l'ampleur des suppressions de postes prévues. Cela ne relève pas d'un rejet de principe, mais s'appuie sur une analyse attentive des conditions de travail actuelles dans les écoles, telles qu'elles nous sont régulièrement remontées par les équipes.

Ce budget nous semble appartenir à une autre époque, tant les évolutions des enjeux sociétaux concernant notre jeunesse, pourtant bien réelles, sont ignorées. Alors qu'ils devraient mobiliser toute la société. Aligner la baisse démographique et les suppressions de postes...

C'était pourtant **l'opportunité** de réduire les effectifs par classe, renforcer le remplacement, l'aide spécialisée, l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs et/ou comportementaux particuliers, de proposer une formation continue abondée et de qualité, d'améliorer l'équilibre vie pro/vie perso en autorisant toutes les demandes de temps partiels à la quotité souhaitée, les demandes de disponibilité ou de congés de formation... Surtout que cette année est transitoire dans la formation initiale de nos futurs collègues et induit davantage de postes berceaux.

Se satisfaire d'un objectif mathématique... L'École en a-t-elle besoin ? **Peut-elle se le permettre ?**

Le nombre d'élèves par classe est parmi les plus élevés dans notre pays, le niveau de nos élèves est pointé comme faible par les enquêtes internationales. Les personnels croulent sous une accumulation d'exigences, toujours plus élevée au regard de la complexification de la société. Ils sont sommés de répondre à des attentes qu'ils ne peuvent satisfaire car ils ne disposent ni du temps ni des moyens requis. Nos collègues sont en surmenage, en proie aux tiraillements entre leur professionnalisme et la réelle possibilité d'accomplir leur mission, et leur moral est au plus bas. Cette contradiction fragilise le fonctionnement des écoles, alimente l'incompréhension des familles et nourrit les tensions à tous les niveaux.

Une classe est un collectif structuré, dont l'équilibre repose sur des conditions d'encadrement et d'organisation. Sur le terrain, nous savons que des classes trop chargées, c'est moins de temps pour chaque élève, une inclusion scolaire dégradée, des directeurs et directrices, des équipes contraintes de faire mieux avec moins, notamment si le peu temps de décharge est



réduit suite aux mesures. C'est aussi accroître les risques de tensions, de conflits et de comportements perturbateurs, imposer des regroupements d'élèves peu propice à un climat serein. L'équilibre des équipes est modifié, voire bouleversé.

À cela s'ajoute l'évolution des politiques éducatives, notamment dans le cadre de l'école inclusive, qui modifie profondément les conditions d'exercice du métier, sans que les moyens soient systématiquement au rendez-vous. Les PAS, qui se mettent en place depuis l'an dernier, ont déjà comme premier effet de ponctionner la dotation existante. Les postes nécessaires ne sont pas des créés mais sont redéployés au détriment de l'encadrement des classes. Nous l'avons dénoncé l'an dernier. Le ministère continue malgré tout dans cette logique : il dégrade l'encadrement classique pour mettre en œuvre d'autres dispositifs.

Une classe n'est pas une juxtaposition d'individus. L'individualisation à outrance, telle que présentée par l'institution, est déconnectée de la réalité. C'est de l'individualisme, et non plus de la différenciation. Elle n'est pas possible, et peut-être même pas souhaitable à l'heure où la problématique du climat de classe est centrale.

La récente communication ministérielle appelant les familles à prendre leur part dans la réduction des tensions au sein de l'école ne peut masquer, déplacer ou encore différer les responsabilités de l'institution. Nous l'avons vu, le climat scolaire ne repose pas uniquement sur les comportements individuels, mais aussi sur les conditions concrètes d'encadrement, d'organisation et de fonctionnement des classes. Notre fédération insiste : quand les besoins éducatifs sont élevés, une fermeture sèche est **un désengagement de l'Etat**.

Nous demandons que soient donnés à l'École les moyens d'accueillir, éduquer et accompagner les élèves selon la complexité des besoins de la société d'aujourd'hui et de demain. Nous voulons **construire l'avenir, sans compter les postes**. Les personnels et les élèves ont besoin de soutien et de sérénité, et en aucun cas subir des variables. Nous continuerons à porter ces constats et ces alertes, dans l'intérêt des personnels, des élèves et du service public d'éducation. Et nous continuerons à vivre, travailler et enseigner de notre mieux, à tenir le coup...

L'Unsa-Éducation alerte une nouvelle fois « l'institution Éducation nationale » par votre intermédiaire. Nous sommes pleinement conscients du cadre dans lequel s'inscrit cette instance et des marges de manœuvre qui sont les vôtres. Cependant, nous souhaitons comme vous garantir des conditions d'exercice des personnels et d'apprentissage des élèves des **plus justes et des plus dignes** dans nos écoles et nos établissements, où que ce soit sur notre territoire. Quel que soit leur lieu de vie, nous leur devons une éducation de qualité !

Nous regrettons que le projet de la carte scolaire marnaise n'ait pas été plus explicite et de ne pouvoir en prendre pleinement connaissance qu'aujourd'hui.

Merci pour votre écoute et votre attention. Nous remercions les services, pour la qualité des échanges et nous saluons leurs travaux.



- Pourriez-vous évoquer un point d'étape sur les Pôles d'Appui à la Scolarité dans notre département ?
- Sur la refonte du remplacement : suite au webinaire du mercredi 25 mars, les collègues nous ont remonté de nombreuses inquiétudes. Pouvez-vous nous confirmer, comme cela avait été annoncé au CSA-SD du 9 février, que les remplaçants effectuant les décharges des Directions 2 et 3 classes continueront à percevoir les ISSR ?
- Des remplaçants seront-ils bien affectés à une mission de décharge de directions à 2 et 3 classes toute l'année scolaire, permettant la continuité pédagogique et un travail plus serein des directrices et directeurs sur ces écoles ?